

La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), une idée intéressante, mais une mise en application brouillonne, et contre-productive, au niveau des territoires de la République.



A l'origine, cette Révision Générale des Politiques Publiques était gage d'un avenir attractif, rationaliser le fonctionnement de l'administration publique. La première phase a conduit à des restructurations. Pour en mesurer les effets, rendez-vous sur un portail de l'état, et procédez au déchiffrement des sigles, et surtout des missions qui y correspondent. Pour ma part,

j'y ai renoncé. La deuxième phase vise à approfondir ces réformes pour améliorer le service à l'utilisateur. Outre que la désorganisation actuelle ne va pas faciliter cette démarche, mettre le service de l'utilisateur en priorité secondaire en dit long sur la préoccupation principale de ceux qui ont conduit la réforme depuis 2007. En ce sens, la fusion Pôle Emploi et ANPE est un cas d'école.

En outre, il n'est pas inutile de mentionner l'influence de la Commission Européenne dont la philosophie est la mise en concurrence des territoires, et le leitmotiv est l'austérité budgétaire. Ce tropisme exclusivement financier apparaît nettement comme une impasse.

Le constat des défaillances de l'Etat à tous les niveaux n'est plus à faire : chacun peut l'observer, notamment dans les zones rurales, premières victimes de ces réformes du fait de l'éloignement géographique et de la faiblesse des moyens de communication.

Face à cette déliquescence de l'action publique, il est de bon aloi, dans une certaine frange de l'espace politique, de répondre par un recrutement massif de fonctionnaires. Outre que la contrainte du déficit budgétaire est bien réelle, recruter sans une refonte complète des objectifs, des missions, de l'organisation, et des méthodes de travail, nous conduirait à une situation d'échec encore pire que celle que nous vivons aujourd'hui.

Autrement dit, dans le cadre politique actuel, vous avez le choix entre deux mauvaises solutions : poursuivre le processus en cours avec son lot de frustrations, ou relancer la dépense publique, autrement dit poser un emplâtre sur une jambe de bois.

Le Mouvement Démocrate, par la voix de F. Bayrou a clairement identifié ce problème et y apporte la seule réponse crédible qui permettra de redonner sa place à l'action publique sans recourir à l'augmentation de la pression fiscale. Il s'agit de rétablir l'égalité entre les territoires, préalable nécessaire à l'avènement de la justice sociale. Pour cela, il faut définir une stratégie, identifier les priorités, clarifier les compétences, et enfin procéder aux ajustements structurels et financiers nécessaires.

Quand l'action de l'Etat devient illisible et contraire aux intérêts des citoyens, seule la mobilisation de tous peut faire émerger le bien commun. C'est la proposition du Mouvement Démocrate.

Patrick Roccia